Imprimatur

686
GRATUIT
MARS 2014

Journal école de l'institut de journalisme de Bordeaux Aquitaine

LE CIEL, LES OISEAUX ET TON MAIRE

QUEL QUOTIDIEN POUR LES ÉLUS RURAUX ?

- **LA FOI 2.0**
  NOUVEAUX EVANGÉLIQUES À BORDEAUX
- **UKRAINE**
  LES EXPATRIÉS MOBILISÉS
- **SPECIAL SIXTIES**
  GODARD, SARTRE ET LES BEATLES

IMPRIMATUR N° 686 • 20 MARS 2014

Sommaire

■2 **CES MAIRES** De nos campagnes
■6 **UKRAINE** Mon pays, ma bataille
■7 **STAGIAIRES** La loi du plus faible
■8 **ÉVANGÉLIQUES** Alleluia !
■10 **VILLAGE FANTÔME** Saint-Martin Lacaussade
■12 **TRAMWAY** Un plan D
■14 **JOURNAL DE 14** Jesse James à Pessac
■16 **ANNÉE 1964** Chronique culturelle
■18 **DANSE VERTICALE** Ça voltige aux Capus
■20 **POÉSIE** Un air de printemps
■23 **MÉDIAS** Les invisibles du PAF
■24 **SUD-OU-EST ?** Mercenaires de l'infaux

Journal école de l'Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine

Fondateur : Robert Escarpit

Directeur de la publication : François Simon

Directeur de rédaction Marie-Christine Lipani

Directeur artistique Cyril Fernando

Rédacteurs : Mathieu Demaure, Lucas Desseigne, Nicolas Dumas, Charlotte Gillard, Youshaa Hassenjee, Alvin Koualef, Jade Lemaire, Hélène Lompech, Romain Pouzin Roux, Colin Pradier, Éléonore Sens, Vaihere Tauotaha.

Photo de couverture : Denis Charlet / AFP Imageforum et Bonachera if / CC-BY

Contact : journalisme@ijba.u-bordeaux3.fr 05 57 12 20 20

Impression : PDG - Bordeaux

ijba.fr

CES MAIRES DE NOS CAMPAGNES

En Gironde, on décompte 318 villages de moins de 1 000 habitants. Si on monte le seuil à 1 500 administrés, on atteint 402 communes, sur un total de 542. La grande majorité des maires girondins est donc des maires de petites villes. Leur quotidien est méconnu, tout comme l'étendue de leurs tâches. Reportage dans la campagne bordelaise.

Par Hélène Lompech

Des collines, des vignes, des bosquets d'arbres disséminés ; la départementale D13 se déroule tranquillement au soleil. À une vingtaine de kilomètres à l'est de Bordeaux, près de Créon, cette route mène à la commune du Pout. La mairie est à l'entrée du village, un peu excentrée. Pourtant, elle en reste le cœur. On entre dans ce bâtiment un peu banal sans raison particulière, on s'y installe. Un cycliste qui passait par là papote avec un élu. Dans son bureau, le maire Marcel Courbères discute avec son premier adjoint, Michel Nadaud. Une photo du Pout au XIXe siècle rappelle que, malgré ses apparences de petits pavillons de banlieue, le village a une histoire. Les coupes gagnées lors des tournois inter-villages, les bonbons pour enfants, un ordinateur dans un coin et la bonhomie sur le visage du premier magistrat montre qu'il essaie de continuer à la faire vivre.

Ici, pas de filtre. Le bureau du maire est accessible à tous. Un vrai *« maire de proximité »*, son premier adjoint insiste sur ce mot. Dans une commune comme celle-ci - 512 habitants au compteur - Marcel Courbères est d'abord un voisin. Mais un voisin sur lequel chacun estime pouvoir toujours compter. Une panne d'électricité ? On l'appelle avant même de vérifier les fusibles. Un chevreuil agonisant dans un fossé ? Des troubles à la salle des fêtes ? Un mort qu'on ne peut pas déplacer seul ? Qu'il soit trois heures du matin ou que le maire soit en vacances, c'est à lui qu'on téléphone.

LE MAIRE, SUPER-GÉNÉRALISTE

Ces exemples peuvent paraître anecdotiques, des lubies d'habitants. Pourtant, ils entrent pour la plupart dans les attributions de l'édile. Pouvoir de police, domaine judiciaire, agent administratif de l'État, mais aussi agent de la commune et agent exécutif du conseil municipal : le maire est multi-fonctions, un vrai généraliste.

Dans le registre méconnu : le maire doit par exemple veiller d'urgence à ce que toute personne décédée soit inhumée décemment. Cela fait partie de ses fonctions de police administrative. Ce pouvoir de police, qu'il exerce sous l'autorité du préfet, couvre aussi les mesures de sécurité publique. La salubrité et l'accessibilité des voiries en tête. Un chevreuil agonisant, c'est donc bien de sa responsabilité et il doit se charger du cadavre.

Garant de l'application des lois, son pouvoir de police lui donne l'autorité de promulguer des arrêtés afin d'appliquer les mesures de sûreté générale et de mettre en place ce qui relève de ses dispositions spéciales (circulation, sécurité, urbanisme).

Les services d'incendie et de secours sont également sous son autorité. Dans la commune du Pout, les pompiers appellent Marcel Courbères avant chaque intervention. Lors des accidents, le maire doit d'autant plus être présent.

Il est en effet officier de police judiciaire et a l'obligation d'informer les autorités des infractions portées à sa connaissance. Il peut dresser procès verbal et peut même être amené à conduire des enquêtes pour le compte du procureur de la République.

Atteinte aux réglementations et donc conflits de voisinage : il se doit d'être là. Surtout en l'absence de police municipale. Alors, il joue les médiateurs. Parfois, ça exaspère un peu les élus : *« je leur dis qu'ils pourraient d'abord appeler leur voisin pour lui demander d'éteindre sa tondeuse avant de m'appeler. Surtout quand il est 12h15 et que l'autorisation s'arrête à midi. »*, explique Marcel Courbères.

Malgré tout, les élus comme les habitants valorisent cette proximité. Quand elle est mise à mal, ils se sentent lésés, à l'exemple des Poutais quand ils ont découvert qu'il fallait maintenant aller à Créon pour faire un passeport.

DU PLAISIR ET DES RESPONSABILITÉS

À quelques kilomètres de là, Frédéric Cousso parle avec fierté de son rôle lors des mariages. Pour le maire de Croignon, une bour-

Michel Nadaud et Marcel Courbères, premier adjoint et maire du Pout.

Jean-Pierre Seurin, maire de Cursan

Jean-François Broustaut, maire de Tabanac

Hélène Estrade

Hélène Estrade, maire de Lapouyade

Frédéric Cousso, maire de Croignon

gade de 510 habitants, son activité d'officier d'état civil participe à faire de son mandat une belle fonction : *« c'est toujours un grand bonheur pour moi de marier les gens »*. Pour autant, le premier magistrat ne voit pas toujours tout en rose : *« on sait très bien qu'on est en haut de la pyramide et que toutes les responsabilités reposent sur nos épaules, quoi qu'il se passe dans la commune »*. Surtout quand ils ont des dossiers difficiles à gérer. En 2010, un effondrement de carrières souterraines a lieu dans une commune voisine. À Croignon, le site industriel AKP1 de 15 hectares se situe entièrement sur ce type de terrain : *« Alors là, branle-bas de combat : il n'a pas fallu que je me trompe, que je prenne les bons arrêtés municipaux. Cela relève de la protection des personnes et des biens »*. Une autre crise, un problème de pollution du cours d'eau du Gestas, lui a aussi valu plusieurs convocations à la préfecture.

Il faut savoir que le maire peut être reconnu responsable pour des infractions non intentionnelles commises dans le cadre de son mandat, en particulier les faits d'imprudence et de négligence.

UNE COMMUNE À GÉRER

Le maire est aussi le responsable légal pour représenter la commune en justice.

« On peut dire ce que l'on veut, on est aussi des chefs d'entreprise ». Si Jean-Pierre Seurin, le maire de Cursan, insiste sur ce point, ce n'est pas tant à cause de l'aspect judiciaire. Le maire est le chef de l'administration communale. Il est le supérieur hiérarchique des agents de la commune et dispose d'un pouvoir d'organisation des services. Il gère les dépenses et les recettes. C'est aussi lui qui met en forme le budget puisqu'il préside le conseil municipal et doit en préparer les travaux. Pour le premier magistrat de Cursan, qui est aussi exploitant agricole, cette diversité des fonctions demande des compétences quasiment impossibles à réunir : *« C'est presque un métier et l'ampleur de la tâche fait forcément des erreurs de casting ... tout le monde n'est pas fait pour gérer une structure avec un budget de 600 000 € annuels »*.

« Branle-bas de combat : il n'a pas fallu que je me trompe. »

Sur la commune de Tabanac, 1060 habitants, Jean-François Broustaut le confie : alors qu'il était encore kinésithérapeute au début de son mandat, il s'est rendu compte qu'il était impossible de tout assurer. *« Je n'étais pas un bon professionnel, ni un bon maire, ni un bon mari et encore moins un bon grand-père. »* Il a donc pris sa retraite le plus tôt possible. *« Quand j'entends dire 'oh mais lui c'est un maire d'une commune de 300 habitants', je rappelle que ce dernier n'a une secrétaire qu'un jour et demi par semaine, il doit donc faire tout le reste tout seul »*. Et ce n'est jamais fini : *« si on veut être un peu au courant, de toutes les lois, des nouvelles orientations budgétaires de l'État... ; il faut assister à des réunions à la préfecture et aussi échanger avec les autres maires, cela fonctionne en réseau »*. Au moment de repartir pour un second mandat, il a hésité. Mais ses soutiens l'ont convaincu.

UNE AVENTURE HUMAINE

Retour au Pout. Sur son large bureau, l'agenda de Marcel Courbères est ouvert sur la semaine en cours : conseil municipal, visite des bornes d'incendie par les pompiers, rencontre avec l'OPAH pour l'amélioration de l'habitat, réunion du syndicat intercommunal d'électrification, de la communauté de communes, du syndicat des eaux. Heureusement que le maire peut déléguer à ses adjoints. La fonction est prenante. Sans une équipe, elle devient impossible. D'où l'importance d'impliquer tous les élus. Les maires sont tous d'accord : il faut travailler dans la convivialité et le plaisir, autour d'un projet.

Pour eux, les projets sont des moteurs. Hélène Estrade est la maire d'une commune riche. C'est le centre d'enfouissement technique Véolia implanté sur le territoire de Lapouyade, dans le libournais, qui lui assure des recettes. Grâce à cet argent, elle peut voir grand. Très investie, l'élue a mis en place une convention entre le centre, des producteurs locaux et les collectivités pour la création de huit hectares de serres. Mission exigeante - le village ne possède pas le staff technique ni l'expertise des grosses communes - mais *« tellement passionnante »*.

Ce sont souvent des projets de moindre envergure qui retiennent les maires à leur poste, comme à Croignon. L'objectif de Frédéric Cousso : une nouvelle salle polyvalente et le réaménagement du stationnement dans sa commune. Jean-Pierre Seurin, lui, parle d'abord d'une expérience humaine magnifique. L'occasion de rencontrer toutes les strates de la population, toutes les cultures.

Être maire d'une commune rurale est donc bien une tâche d'envergure qui ne laisse pas de place aux temps morts. Mais pour la plupart de ces élus, la fonction est aussi un réel enrichissement humain.

IMPRIMATUR N° 686 • 20 MARS 2014

UNE DISPARITION PROGRAMMÉE ?

Cette année, pour la première fois, il n'y aura pas d'élections municipales dans 64 communes françaises, faute de candidat. Une situation due à un changement dans le mode de scrutin mais aussi à un métier de maire perçu comme de plus en plus difficile. Manque de moyens, complexité, loi de décentralisation, qu'en sera-t-il demain pour nos petites villes ?

Dotations en baisse et transfert de compétences, les maires ruraux s'inquiètent.

Georges Martin

Par Hélène Lompech

« *À travers la complexité de ce qui est mis en place, tout est fait pour que les maires de proximité jettent l'éponge. On a de moins en moins la capacité d'assurer une juste gestion* ». Jean-Pierre Seurin, le maire de Cursan, exprime une lassitude générale sur la complication de la fonction de maire : réglementations sur les travaux engagés, sur les marchés, normes de sécurité, appels d'offres, règles environnementales... Des contraintes qui augmentent mais des moyens qui baissent, dans un désengagement de l'État. La loi de finances pour 2014 réduit la dotation globale de fonctionnement des collectivités de 1,5 milliard d'euros, soit une baisse de 3,3%. Selon l'association des maires de France (AMF), cette baisse est de 840 millions d'euros pour les communes et leurs groupements. Les difficultés ne devraient pas s'arrêter là puisque dans son pacte de responsabilité, le gouvernement envisage de réduire de 10 milliards d'euros les dotations aux collectivités, jusqu'en 2017.

UNE NOUVELLE VISION DE L'INTERCOMMUNALITÉ

« *Ils vont nous contraindre par l'argent, c'est un bon moyen : on ferme le robinet et comme ça on se regroupe* », s'exclame Michel Nadaud, premier-adjoint du Pout. Les maires ont tout de même adhéré aux communautés de communes avec conviction, dans une idée de coopération.

En 2010, une loi sur les collectivités territoriales a changé la donne en créant un nouveau statut. Les villes composant les communautés de communes peuvent maintenant fusionner en une nouvelle commune. Une vision de l'intercommunalité qui répond à l'objectif du rapport Balladur de 2009 de passer à 5000 communes. Aujourd'hui, cet article est appliqué par le gouvernement Ayrault.

« *De toute manière, il ne faut pas se voiler la face. Je pense que c'est le dernier véritable mandat de maire. Après il sera chef du comité des fêtes et il fera l'état civil.* », constate, à propos du transfert de compétences, Jean-François Broustaut, le maire de Tabanac.

En effet, à compter de 2017, le plan local d'urbanisme (PLU) sera transférable à l'intercommunalité. Un débat local sera organisé dans chaque commune, mais le PLU ne sera refusé que si 25% des communes, représentant au moins 20% de la population de l'intercommunalité, s'y oppose. « *On sera quand même partie prenante* », se rassure-t-il. Problème : les communes de différentes tailles n'ont pas forcément la même vision territoriale. Et les grosses villes peuvent s'allier pour être majoritaires et imposer leurs vues. « *Ici, on a essayé de développer quelque chose d'harmonieux*, remarque Marcel Courbères, maire du Pout, *de plus grosses villes comme Créohn ou Sadirac ne font que construire de manière soit-disant rentabilisée leurs instalations. Nous n'aurons plus la mainmise mais on sera toujours l'interlocuteur pour les réclamations des administrés, et c'est là que c'est gênant.* »

Alors que les maires sont favorables à l'idée d'une gestion intercommunale et cohérente du territoire, ils regrettent donc que dans la pratique l'intercommunalité se réduise souvent à une vision individuelle et financière. « *Au lieu d'avoir une vison de la collectivité, il y a une conjugaison d'intérêts divergents, où chacun essaie de tirer la couverture à lui. Dès lors qu'il y a des communes plus importantes, ça créé des déséquilibres* », précise Jean-Pierre Seurin.

À Tabanac, on se veut plus optimiste : « *Ce sera à chaque communauté de communes de décider où on va, et si on veut conserver le monde rural* ». Un monde rural composé d'identités remarquables, et dont la richesse est représentée par ces maires en voie de disparition.

VILLAGE CHERCHE MAIRE DÉSESPÉRÉMENT

Gironde-sur-Dropt, 6 mars à 18h. Aucune liste n'a été déposée à la préfecture. Le délai légal est dépassé.

Cette ville à 14 kilomètres de Langon est la seule commune française de plus de 1 000 habitants à ne pas avoir de candidat. Elle compte 1 136 administrés.

Le maire Thierry Bos avait annoncé depuis longtemps qu'il ne se représenterait pas. Il avait découvert la fonction en 2011 alors que le conseil municipal avait été totalement renouvelé. Équipe récente sans expérience du conseil municipal, indisponibilité des conseillers municipaux parce qu'en activité, tâches trop importantes par rapport à des moyens réduits, peu de temps pour gérer son exploitation viticole... Il n'était pas prêt à repartir pour un tour avec une nouvelle équipe qu'il ne connaissait pas.

Mais après plusieurs appels de personnes intéressées, il a fini par annoncer le 10 mars qu'il tentait de former une liste. «*Je dis bien essayer parce qu'il va falloir maintenant trouver 15 personnes*», prévient-il.

Une délégation spéciale assurera l'intérim sous l'autorité du préfet à compter du 24 mars, lorsque le mandat du conseil municipal actuel sera terminé. Si dans un délai de 3 mois aucun candidat ne se présente, la commune fera l'objet d'une opération de fusion, perdant ainsi son autonomie.

« *Il n'était pas concevable pour moi de laisser une commune dans cette situation. Cellle-ci touche énormément de gens du village* », s'émeut le maire.

« *Ce qu'il faut, c'est un esprit d'équipe, avec des gens prennant en charge des sujets qui leurs plaisent. Cela est épanouissant et si chacun prend un petit rôle, le maire se sent soulagé et au final on peut faire beaucoup de chose* ». La fin des vocations n'est peut-être pas pour tout de suite.

ENVIE DE FAIRE UNE BONNE ACTION?
ACHETEZ UN JOURNAL

N°110901 semaine du 31 févier au 8 mars

LE STRESS

Dette, immigration, insécurité, socialisme, couscous...

On va tous MOURIR

Creative Commons

640509-040147

Spécial immobilier
Les bonnes affaires avant l'effondrement

IMPRIMATUR N° 686 • 20 MARS 2014

UKRAINE MON PAYS MA BATAILLE

Loin de leur terre natale, les Ukrainiens de Bordeaux vivent par procuration les événements qui secouent leur pays. Alors que la guerre civile couve et que la Russie se fait menaçante, tous suivent au quotidien, à distance, les soubresauts qui agitent leur patrie.

Lucas Desseigne

Tous les jours, quelques Ukrainiens battent le pavé place Pey-Berland. Moins violents qu'à Maïdan, mais aussi déterminés.

Par Lucas Desseigne

Entre Kiev et Bordeaux, plus de trois mille kilomètres. Un monde. D'un côté, la place de l'Indépendance (Maïdan), ses gravats, ses barricades, ses bains de sang. De l'autre, celle de Pey-Berland, policée, bien encadrée par sa cathédrale et son hôtel de ville. Deux situations à des années-lumière l'une de l'autre. Pourtant, un trait d'union existe. Infime, discret, réel. Tous les jours depuis trois semaines, Volodymyr est là, au cœur de Bordeaux, pendant sa pause de midi. Une pancarte entre les mains, à l'ombre de la tour, il clame calmement son refus de voir l'armée russe envahir son pays.

« FAIRE PARLER DE NOUS »

Volodymyr vient de Kiev. Il est chercheur en neurosciences à l'Hôpital Pellegrin. Derrière sa moustache fournie, et dans un français hésitant, il répond aux questions des passants, sourit à leurs encouragements. Katya aussi est présente. Architecte, elle vient dès qu'elle a un peu de temps. *« On travaille en France, on ne peut pas tout quitter pour revenir en Ukraine. On se sent impuissant. Alors, on essaie de parler aux gens, d'alerter, pour faire parler de nous. »* Depuis décembre, quatre rassemblements ont eu lieu à Bordeaux. Au départ, il s'agissait de soutenir les insurgés ukrainiens. Depuis, les manifestants protestent contre la guerre, contre *« l'invasion russe de la Crimée[1] »*. Peu à peu, une communauté se forme. Sur *Facebook*, ils sont environ 65 à appartenir au groupe *EuroMaïdan Bordeaux*. Des colis ont été envoyés à Kiev. Certains cherchent des associations pour envoyer des dons.

S'INFORMER À TOUT PRIX

Depuis le début de la contestation à Kiev, en novembre dernier, les nouvelles affluent. Les campements place de l'Indépendance, les hommes casqués, les cocktails Molotov, les *Berkouts* (CRS locaux), les charges à répétition… tous les expatriés connaissent ces images, chacun selon son réseau. Par *Twitter* ou *Facebook*, tous ont pu contacter un parent, un ami ou un journaliste pour être au plus près du pays. Katya le résume simplement : jusqu'à la chute du gouvernement de Viktor Ianoukovitch, le 22 février dernier, elle était *« tout le temps connectée »*.

Oleksandra confirme. *« J'ai souvent suivi les directs sur Internet jusqu'à 4h du matin. Le plus dur était d'entendre toutes les vingt minutes qu'il allait y avoir une attaque. Tu t'inquiètes autant que si tu étais là-bas »*. En France depuis 2008, Oleksandra est *« en recherche presque active de travail. Mais tout ce qui se passe en Ukraine m'empêche de m'y mettre vraiment »*.

« UNE SITUATION GROTESQUE »

Tous ne sont pas aussi accros aux réseaux sociaux. Stefaniia est étudiante en master de chimie, à l'Université Bordeaux 1. *« Il y a des choses fausses sur les réseaux sociaux. Moi je me suis tenue informée grâce à mes amis, et par des sources que je savais bonnes »*, explique-t-elle, sans en dire plus sur ces sources. Stefaniia craint les retombées de la révolution ukrainienne. *« Vue de Bordeaux, la situation est grotesque, ironique. »* Chez elle, l'éloignement géographique se traduit aussi par un certain pragmatisme. *« J'aimerais que chaque Ukrainien participe au destin du pays. Moi je suis à Bordeaux, je dois faire mes études, c'est le plus important. La révolution peut s'éteindre, et je resterais sans diplôme. Je dois revenir chez moi en tant que cadre qualifié, pour notre industrie et notre science. »*

JAUNE + BLEU = VERT KAKI ?

Stefaniia, comme les autres, tous s'interrogent sur le devenir de leur pays. À ce petit jeu, les élections présidentielles prévues le 25 mai (le même jour que les élections européennes) sont comme un phare dans la brume ukrainienne. Stefaniia ne votera pas, elle n'a jamais voté. Katya et Oleksandra se rendront aux urnes à Paris. Elles sont encore partagées entre plusieurs candidats et attendent de voir les programmes. De son côté, Volodymyr espère pour un temps mettre de côté ses pancartes, Pey-Berland et Bordeaux. Il veut aller voter chez lui, à Kiev. *« S'il n'y a pas la guerre »*.

[1] L'article ayant été rédigé avant la tenue du référendum du 16 mars, il ne tient compte ni de son résultat ni de ses répercussions.

STAGIAIRES
LA LOI DU PLUS FAIBLE

Améliorer le statut des stagiaires en entreprise, tel est l'objectif majeur affiché par la nouvelle loi adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale le 25 février dernier. Suffira t-elle à réguler des pratiques qui, du point de vue des stagiaires, sont fort discutables ?

Par Youshaa Hassenjee

Si le monde du business devait être comparé au règne animal, le stagiaire en entreprise serait tout en bas de la chaîne alimentaire. Pour éviter que les moins chanceux ne restent à la merci d'organisations peu scrupuleuses, la député PS de Meurthe-et-Moselle, Chaynesse Khirouni, s'est saisie à bras le corps de cette question. Sa proposition de loi vise notamment à éviter que les stages ne se substituent à des emplois.

UNE CONVENTION DE STAGE À 580 EUROS

Parmi les mesures phares de ce nouvel acte législatif : la limitation de la durée des stages à 6 mois, l'adoption du principe des quotas (qui seront fixés ultérieurement par décret), l'inscription des stagiaires sur le registre unique du personnel ou encore la possibilité de voir certains stages requalifiés en contrat de travail devant les Prud'hommes. Le texte prévoit également d'étendre aux stagiaires de plus de deux mois certains droits jusqu'ici réservés aux salariés comme l'accès aux titres-restaurants, la prise en charge des frais de transport domicile-travail ainsi que la possibilité de prendre des congés en cas de grossesse, de paternité ou d'adoption.

Lila Djellali, du collectif Génération précaire, juge ces avancées insuffisantes. *« On ne peut pas combattre le problème de la précarité des stagiaires avec des tickets restos »*, peste-t-elle avant de dénoncer le fait que certains stages cannibalisent les CDD. *« Cette loi ne fait rien contre les écoles qui n'ont d'autre but que de fournir des stagiaires aux employeurs»*. Même son de cloche du côté des principaux concernés. Julien*, 25 ans, actuellement stagiaire, est en fait un diplômé d'Institut d'études politiques depuis plus de deux ans. Il reconnaît avoir *« acheté »* sa convention de stage moyennant 580 euros, 10 minutes de son temps et une inscription administrative dans une Business School qu'il hésite à appeler *« école »*, puisqu'aucun cours n'y est dispensé. Pour lui, la loi va *« peut-être améliorer les conditions de stage »* mais ne réglera pas le problème de la précarité tant qu'elle ne s'attaquera pas à ce type d'organisation. Camille* est dans la même situation. Cela fait deux ans qu'elle est inscrite à l'université sans y mettre le moindre pied, dans le seul but d'obtenir des conventions. Elle se souvient de son premier stage : *« j'étais assistante de communication mais j'avais la paye d'une stagiaire (436 euros par mois, ndlr). Dans l'édition la pratique est courante. Nous ne sommes pas exploités, nous sommes considérés comme de vrais employés mais sans le statut. Mon ancienne chef a fait cinq stages avant d'être embauchée. C'est une manière d'apprendre en se protégeant des responsabilités »*, explique t-elle. Pour l'employeur, il s'agit de se fournir en main d'oeuvre à moindre coût.

NE PAS « STRESSER » LES ENTREPRISES

Du côté des patrons, les réactions sont plus nuancées. Si au niveau national, le *Medef,* par la voix de son président Pierre Gattaz, avait fait part de son hostilité à ce débat et réclamé un moratoire à l'encontre les lois qui « *stressent les entreprises* », Anne Guivarc'h, secrétaire générale de la *Confédération générale des petites et moyennes entreprises de Gironde (CGPME),* se montre modérée. *« C'est encore une loi supplémentaire,* déplore-t-elle. *Oui, lorsque des entreprises ne sont pas dans les clous il faut faire appliquer le droit du travail. Un étudiant qui fait six stages consécutifs, ce n'est pas normal. À côté de ça on a un taux de chômage des jeunes qui est très important, je ne suis pas certaine qu'on réglera ce problème en s'attaquant aux stages »*.

Le débat autour de cette proposition de loi reprendra à partir du 29 avril au Sénat. Au-delà de l'aspect législatif, les étudiants et professeurs interrogés s'accordent sur un point : le choix et l'encadrement des stages par une équipe pédagogique attentive restent les meilleurs moyens de prévenir les dérives. ☜

*Les prénoms ont été changés.

La député PS de Meurthe-et-Moselle, Chaynesse Khirouni a défendu le 39e engagement de campagne de François Hollande à l'Assemblée.

Assemblée nationale

IMPRIMATUR N° 686 • 20 MARS 2014

#ALLELUIA

On les voit souvent en transe, chantant, pleurant ou tremblant, à l'image d'une spiritualité très américaine. Tous fantasmes permis, les Nouveaux Évangéliques sont en pleine expansion en France. Une église moderne, qui se veut de plain-pied dans le XXIe siècle.

Stephane de Sakutin / AFP Image Forum

Par Éléonore Sens

Floirac, immeubles gris, centre commercial austère et autres pavillons insipides. Entre ces temples d'un matérialisme très actuel, un bâtiment tranche dans le paysage. L'Église Bordeaux Rive Droite, architecture sobre, accueille plus de 600 personnes aux trois cultes du week-end. Dans la salle, des lumières rouges et bleues illuminent la scène et ses nombreux instruments tout neufs. On se croirait dans une salle de concert.

SHOW DEVANT

Le mardi soir, 140 personnes assistent à la *« réunion de prière »*, un des cultes. Des ordinateurs dernier cri soutiennent la logistique élaborée de ce véritable *« show »*. Les participants commencent par chanter, dirigés par une pianiste sur scène. Beaucoup lèvent les bras au ciel, les yeux fermés, presque en transe. Dans le public, certains psalmodient frénétiquement leurs propres prières, rythmées de *« Seigneur Jésus »*. On est très loin de la sobriété austère de la messe catholique.

Le prêche commence. Ou bien est-ce un stand-up humoristique ? *« Vous avez remarqué ? La télé a changé depuis 10 ans. Y'a un truc nouveau, devinez quoi ? Les émissions de cuisine ! »*. Jean, t-shirt branché, basket et belle gueule, le pasteur Jérémie fait rire son public pour expliquer un passage de la Bible. Un diaporama illustre même ses propos. Dans la salle, le public est très hétérogène : jeunes, vieux, blancs, blacks, CSP plus ou populaires.

ÉGLISE 2.0

Au début des années 90, l'église comptait 80 membres, ils sont plus de 600 aujourd'hui. Patrice Martorano, pasteur principal de l'église, explique que depuis quatre à cinq ans, une centaine de nouveaux adhérents adultes rejoint chaque année la communauté. L'Église se porte tellement bien que des travaux d'agrandissement colossaux vont bientôt commencer. Le succès de la communauté est réel, caractéristique des nouvelles Églises Évangéliques, mais pas seulement. L'explication ? Certainement le côté très moderne. La paroisse est présente sur Facebook, Twitter, et possède son propre site Internet, très à la page. *« On va bientôt le changer, on le trouve déjà trop vieillot »*, plaisante le pasteur Martorano, lui-même twittos. Autre idée à venir ? Un sermon sur Internet. Il ne s'agira pas de retransmettre un culte d'une heure et demie. *« Le format n'est pas adapté, on veut faire des vidéos de 12 minutes plus dynamiques. (...) On met l'accent sur le fait d'être une église de 2014 »*.

La recette fonctionne. De nombreux jeunes adhèrent. Un groupe réunit 130 jeunes tous les vendredis. *« La plupart ont entre 18 et 25 ans,* précise le pasteur Martorano. *Beaucoup d'entre eux n'avaient pas*

Jean-Christophe Verhaegen / AFP Image Forum

Les Évangéliques pratiquent le baptême par immersion.

Les jeunes sont attirés par la musique dans le culte évangélique.

d'Évangélique dans leur famille. Ici, ils trouvent des valeurs et en même temps l'esprit est actuel. La musique est très contemporaine et on a de très bons musiciens. » Un tour sur leur site Internet permet de vérifier ces propos. Un clip aux allures de générique de la Nouvelle Star annonce un concert des jeunes. On y aperçoit un DJ, le tout rythmé de musique pop.

« AVANT J'ÉTAIS RACISTE, SKINHEAD ET ALCOOLIQUE »

Pourtant, les jeunes ne sont pas convertis dès l'enfance. Quand un adolescent veut franchir le pas, il doit le faire de son propre chef après discussion avec le pasteur. Une des spécificités des Évangéliques est ce choix personnel de la conversion. Le baptême dit *« par immersion »* est même très impressionnant. On plonge entièrement les personnes dans un bain, pour les faire entrer dans leur *« nouvelle vie »*. Les histoires de *« seconde chance »* sont nombreuses. Un jeune homme de 24 ans, ancien drogué et alcoolique, raconte sa métamorphose après un grave accident de voiture. Petit à petit, il commence à lire la Bible, puis assiste à une messe. *« Je ne sais pas ce qui m'est arrivé, je suis tombé à genoux et me suis mis à pleurer »*. Depuis, il a totalement arrêté le cannabis, l'alcool et même la cigarette. Sa famille, athée, a du mal à accepter sa convertion. *« Il y a des gens qui disent qu'on m'a lavé le cerveau. »*

Autre église, même histoire. À l'Église Évangélique Bordeaux République, un lundi soir, le groupe de la chorale réunit une quarantaine de personnes. Au programme, débriefing d'un concert et dîner. Chacun ramène un plat de sa préparation. Un grand homme à la chevelure blonde, enthousiaste, félicite la chorale et invite à l'évangélisation. Il sourit, rit, et pourtant quand on lui parle, son engagement n'était pas une évidence : *« Avant, j'étais raciste, skinhead, alcoolique et drogué. Un jour, j'ai entendu un prêche, et j'ai eu l'impression que c'était de moi qu'on parlait. Depuis, j'ai tout arrêté. »* Maintenant, il agit activement au sein de la communauté avec le groupe *« Révélation »*, à la recherche de nouveaux adeptes. Force est de constater que ceux qui ont changé radicalement de vie sont les plus prosélytes.

L'esprit de communauté est ce qui frappe en premier chez les Évangéliques. Si les Nouveaux Évangéliques sont démonstratifs dans leurs prières, ils sont aussi très actifs en dehors de leur paroisse. Les fidèles distribuent entre autre de la nourriture aux démunis, en partenariat avec la Banque Alimentaire. Bénédicte, une jeune femme blonde au visage raphaélite est membre de l'Église Bordeaux République. Elle distingue clairement l'activité humanitaire et l'aspect religieux : *« Nous séparons le culturel et le cultuel »*. Il n'est pas question que ces satellites associatifs de l'Église servent à vendre leur foi. Même discours chez le pasteur Martorano de l'Église Bordeaux Rive Droite. Le crédo des Évangéliques, *« Venez voir si ça vous plaît le dimanche. Vous pouvez entrer et sortir quand vous voulez. »*

« Je sais pas ce qui m'est arrivé, je suis tombé à genoux et me suis mis à pleurer ».

Ces deux églises bordelaises sont membres des Assemblées De Dieu (ADD), un regroupement mondial d'Églises Pentecôtistes. Les ADD représentaient près de 61 millions de membres en 2008 dans le monde. Mais il faut bien faire la distinction: cette foi hyper-expressive est propre aux Pentecôtistes. D'autres branches évangéliques, comme les Baptistes, se différencient.

UN DIEU, DEUX APPROCHES

Sur le cours de la Marne à Bordeaux, l'Église Évangélique Baptiste affiche ses lettres en grand sur la devanture. Et pourtant on ne la remarque pas, fondue dans le paysage. Le bâtiment aurait besoin d'être rafraîchi. Quand on pousse la porte grinçante le dimanche matin, le spectacle est cette fois plus austère. Dans une petite salle décrépie, une quarantaine de membres assiste au culte. Pas de projecteur, ni de micro ou d'ordinateur. Le pasteur dirige un culte sobre. Les chants ne sont pas exaltés, personne n'entre en transe pendant la prière. Bienvenue chez les Baptistes. Le pasteur Christian Corenthin admet que le nombre de ses fidèles a plutôt tendance à baisser. Il se distingue des Nouveaux Évangéliques de la branche Pentecôtiste, qui se veulent modernes. *« On se ressemble beaucoup dans le culte. Mais la différence, c'est qu'ils croient que les dons* (NDLR : pouvoirs accordés aux prophètes et aux apôtres) *décrits dans la Bible sont encore valables aujourd'hui. Pour nous, cela discrédite l'Évangile, ça n'existe plus. »* Ces dons expliquent l'aspect démonstratif dans la manière de prier des Nouveaux Évangéliques. L'Église du pasteur Corenthin ne peut pas être qualifiée de moderne, et il s'en justifie : *« À cause de ces abus, nous sommes en réaction face à cet aspect spectaculaire. Ce qui fait que nous sommes peut-être même trop sobres. »* Pour lui, leur succès réside là : *« Ils font des promesses, comme des guérisons. Nous croyons aux miracles, mais on ne peut pas les promettre. »* Cette dispute théologique n'empêche pas le respect mutuel des deux branches évangéliques. Elles se rejoignent sur le discours : *« C'est ça le Christ, cette bienveillance. Même si on se dit des choses qui ne plaisent pas, c'est fait avec amour. »* ☜

IMPRIMATUR N° 686 • 20 MARS 2014

SAINT-MARTIN LACAUSSADE, VILLAGE FANTÔME ?

Le mois dernier, le site *Rue 89* publiait la carte de France des logements vacants par commune, et dénonçait leur abondance (2 millions). Un scandale quand on compare ce chiffre aux 3,5 millions de mal-logés en France. En Gironde, Saint-Martin Lacaussade affiche un taux record : 22,6 % de logements vacants. 126 maisons et appartements libres à disposition des sans-abri s'ils étaient réquisitionnés. Mais est-ce vraiment une solution ? Enquête dans le Blayais.

Texte & photos par Jade Lemaire

Saint-Martin Lacaussade : son église, son monument aux morts, son millier d'habitants, sa salle des fêtes, ses terrains multisports, ses dégustations de vin… et ses logements vacants. Enfin, vacants sur le papier, c'est-à-dire d'après les chiffres de l'Insee recueillis en 2010. Qu'importe, Frédérique Frola de l'antenne girondine du Droit au logement (DAL) sursaute : *« Un vrai scandale ! »* L'association qui milite pour la défense du droit au logement décent pour tous est familière de ce type de situation : elle exige depuis plus de vingt ans la réquisition par l'État des habitations inoccupées en faveur des mal-logés. *« Il y a bien une ordonnance de 1945 qui prévoit ce genre de procédure, mais elle n'a jamais été appliquée, ou très peu »*, s'indigne Antoine Baluze, attablé pour la réunion du DAL, lundi dernier dans les locaux du syndicat Solidaires. *« Or,* poursuit Daniel Roy, *des réquisitions d'urgence sont indispensables : les actuels projets de construction ne suffisent pas à combler tous les besoins, et de toute façon ces besoins augmentent plus vite qu'on ne construit ! Sans parler du manque de place… »*

La place, à Saint-Martin Lacaussade, ce n'est pas ce qui manque. Les maisons poussent comme des champignons entre deux rangs de vignes, et la population augmente sans cesse. D'où viennent alors les logements vacants ? *« D'un retard à l'allumage »,* riposte le maire sans étiquette, Bernard Margueritte. Si entre 1999 et 2010, le nombre de maisons vides a bondi de 31 à 126, c'est en grande partie parce que *Le hameau de Saint Martin*, une résidence de 117 habitations achevée peu avant le recensement de l'Insee, a mis du temps à se remplir. *« Maintenant c'est presque plein »* assure-t-il, l'air satisfait derrière son bureau surchargé en ces temps de campagne municipale. Tout s'explique… ou presque.

LE MYSTÈRE S'ÉPAISSIT

Déjà bien avant la brusque augmentation de 2010, le nombre de

La centrale nucléaire du Blayais mise à part, le vin reste la principale source d'emploi dans la région.

Victime d'un taux de chômage autour de 30% chez les 15-24 ans, le village voit ses jeunes fausser compagnie au reste de la population qui va vieillissant.

logements vacants à Saint-Martin était au-dessus de la moyenne nationale. Encore aujourd'hui, rien que sur la voie romaine – l'artère principale du village – trois maisons sont à vendre. Elles sont parfois inoccupées depuis plusieurs années, mais leurs propriétaires ne se résolvent toujours pas à louer…

« Ils ont peur que leurs maisons soient abîmées, avance Baptiste Masselamany, employé communal. *Ils voient bien comment ça se passe à Blaye. Ça craint là-bas. »* Et Dominique Barroy, campé derrière le comptoir de son bar-tabac-presse-épicerie de renchérir : *« Comment vous voulez garantir les loyers ? J'en connais qui ont essayé de louer mais plus jamais ! 3 000 euros de loyers impayés, avec encore plusieurs milliers d'euros de travaux à faire quand les locataires sont partis… »*

Les réquisitions par l'Etat ne pourraient-elles pas arranger tout le monde ? Mais non : le maire n'en veut pas. Il est catégorique : *« Il y a déjà trois logements de la Communauté de communes du canton de Blaye qui servent d'appartements d'appoint, pour ceux qui en auraient besoin d'urgence. Et de toute façon, qu'est-ce que ces gens-là viendraient faire ici ? Ils n'en veulent pas de nos maisons, parce qu'il n'y a pas de travail. »*

Même son de cloche chez le buraliste : *« Il n'y a plus rien ici. L'usine* Mauco (une entreprise d'emballage du vin, ndlr) *est partie s'installer plus près de l'autoroute à Peujard. Maintenant les gens gagnent à peine un SMIC en travaillant dans les vignes. »*

Dominique Barroy a mis le doigt sur le vrai problème. Les bénéficiaires des minima sociaux sont nombreux en Haute-Gironde, et le chômage y est élevé, surtout chez les jeunes et les femmes. Pas étonnant que le Greta de Bordeaux ait sélectionné Blaye pour y implanter la seule Entreprise d'Entraînement Pédagogique de Gironde *(voir Imprimatur n°683)*, où les femmes se révèlent d'ailleurs être ultra majoritaires. Mais cela n'empêche pas les plus jeunes de déserter la région. Restent les personnes âgées, qui doivent peu à peu abandonner leurs vieilles et grandes bâtisses devenues trop fatigantes.

« Faut avoir une attache pour venir dans le Blayais. »

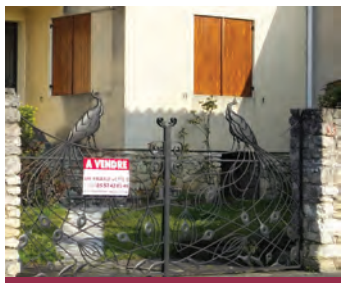
LA CENTRALE EN SAUVEUR

Bernard Margueritte désigne à travers la fenêtre de son bureau un portail en fer forgé orné d'une pancarte « À vendre » : *« Tenez, cette maison là : elle était à une vieille dame qui y est restée jusqu'à ce qu'elle n'en puisse plus. Il y a des escaliers partout, c'est mal isolé… Ça devenait dur pour elle alors elle est partie. »*

Les jeunes s'enfuient, le village va vieillissant… Mais pour qui construit-on ? *« Pour les gens d'EDF »,* répond l'élu. C'est la centrale nucléaire du Blayais, à Braud-et-Saint-Louis, qui tient la région à bout de bras. *« Elle a racheté* Le hameau de Saint-Martin *et on attend la construction de 24 nouveaux logements pour ses salariés. Au total elle emploie dans les 1 300 personnes, et c'est sans compter toutes les entreprises (700 prestataires) qui gravitent autour. Moi-même je suis arrivé comme ça à la base. Je travaillais pour une entreprise prestataire. J'allais de nouvelle centrale en nouvelle centrale, jusqu'à ce que François Mitterrand deviennent président et dise 'Stop, on arrête d'en construire !' Alors je suis resté là, mais je ne l'aurais jamais imaginé. Faut avoir une attache pour venir dans le Blayais. »*

Prix trop élevés à la vente, peur de louer ou querelles de succession… alors que de vieilles demeures tombent en ruines et échappent aux réquisitions, des résidences flambant neuves voient le jour à Saint-Martin Lacaussade.

Autre ironie du sort : face à la place de l'église fraîchement refaite, trône un gîte destiné à l'accueil des pèlerins de Saint-Jacques de Compostelle. Quatre lits douillets, une salle de bains et un radiateur… Tout ce qu'on refuse au DAL est offert gracieusement aux quelque 300 pèlerins que le village reçoit chaque année en période estivale. *« Bien sûr que c'est gratuit,* insiste le maire, *on est chez Saint-Martin tout de même, celui qui a coupé la moitié de son manteau pour un pauvre. »* Soit. Et si Saint-Martin offrait un logement vacant à un sans-abri ? ☜



Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques, un logement vacant est un logement inoccupé se trouvant dans ces situations :

- **« proposé à la vente, à la location ;**
- **déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation ;**
- **en attente de règlement de succession ;**
- **conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés ;**
- **gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...) ».**

Pline / Wikimédia Commons - GNU-CC-BY-SA

UN PLAN D POUR LE TRAM

Prévu à l'origine pour une exploitation commerciale en 2013, la ligne de Tram D a pris du retard. Les travaux devraient débuter juste après les élections municipales. Explications.

1997
Lancement de la construction du premier tramway.

200 millions
Le coût estimé de la ligne D.

20
Le nombre de nouvelles stations inaugurées d'ici à 2017.

3
Le nombre de nouveaux parcs-relais inaugurés d'ici à 2017.

Par Nicolas Dumas

Mardi. 14h05. Quai du tram B à l'arrêt « Saint-Nicolas ». Les usagers doivent encore attendre cinq minutes avant l'arrivée de la prochaine rame direction Pessac ou direction Quinconces. C'est justement la place des Quinconces qui doit accueillir en 2017 une nouvelle desserte de la ligne D en direction de la ville d'Eysines.

« Quand on construit un tramway, il y a deux types de déviations à faire avant le début des travaux. Il faut réorganiser tous les réseaux, note Christophe Duprat (1), maire de Saint-Aubin-de-Médoc et vice-président de la communauté urbaine de Bordeaux (Cub). *D'un commun accord entre le maire de Bordeaux et le président de la Cub, le démarrage des travaux ne se fera qu'après les élections municipales. »* Il ajoute : *« Et maintenant que les choses sont calées avec les riverains, nous préparons la déviation des réseaux et celle des bus ».* La mise en service de cette ligne D, longue de 9,8 kilomètres, est envisagée pour décembre 2017. Sur le trajet, sont prévus quinze stations et deux parcs relais l'un au terminus Cantinolles à Eysines et l'autre avenue de l'Hippodrome au Bouscat.

« L'enquête publique a validé le tracé le plus droit et le plus naturel, explique Christophe Duprat. *Il s'agit d'un secteur en très fort développement. Et je ne crois pas, malgré ce qu'en disent certains que nous ayons perdu du temps sur le projet. »*

RENTABLE OU PAS RENTABLE ?

Après le mécontentement exprimé par les commerçants de la rue Fondaudège sur le tracé, l'association Trans'Cub est également montée au créneau. *« La principale obligation de fréquentation ne sera pas remplie,* dénonce-t-elle. *Un tramway se doit de faire un minimum de 2700 passagers par heure. En dessous, il est considéré comme non rentable selon certains économistes. La fréquentation annoncée de cette nouvelle ligne ne correspond pas au standard pour le tram. »*

Par ailleurs, chez Trans'Cub, créée à la fin des années 1980, on aime à rappeler que *« c'est grâce à nous qu'il y a un tramway à Bordeaux. Le projet initial était la création d'un métro. Nous nous y sommes opposés car c'était trop cher et pas adapté. Nous pensions à un tram en cycle propre, c'est-à-dire sur une voie dédiée en circuit fermé, et cela contre l'avis des politiques de l'époque »*, justifie Jacques Dubos président de l'association. Et de renchérir *« les élus ont ensuite tous changé d'avis, ensemble. Il y a une espèce de comportement moutonnier chez les politiques... »*

Outre la question de la rentabilité de cette ligne, le collectif s'interroge sur le dispositif en tant que tel : *« pour le même prix, on aurait pu faire deux axes avec un Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) en cycle propre et sans guidage au sol. L'important est la qualité du service. Un tel système*

Place des Quinconces, la ligne D se dirigera vers la ville d'Eysines.

Jean-Pierre Muller / AFP Imageforum

Les transports publics, enjeux des municipales

Les projets relatifs au transport public des candidats aux élections municipales ne semblent pas vraiment faire l'unanimité. L'association Trans'Cub dénonce *« l'hypocrisie des propositions »* et les *« promesses qui ne seront pas tenues dans toutes les villes de la Cub »*. Le comité prône *« la cohérence et le maillage du réseau »* et la nécessité de *« servir équitablement toutes les communes »*.
À Bordeaux, sept listes sont en lice, avec autant de propositions en rapport avec les transports. Alain Juppé, le maire sortant et candidat à sa propre succession, présente les grandes lignes d'une proposition pour *« compléter le réseau de transport collectif en site propre en appuyant la ligne D et la liaison aéroport/centre-ville par la ligne A »*. Pour son opposant, Vincent Feltesse, président de la Cub et également candidat à Bordeaux, il faut *« finir de mailler la ville grâce aux transports en commun avec le tram-train du Médoc entre Ravezies et Cenon Pont-rouge, un bus à haut niveau de service de Gambetta à Saint-Médard-en-Jalles via Caudéran et un nouveau tramway en voie unique entre Victoire et la gare Saint-Jean »*.
Si les élus veulent tous le tramway dans leur ville, l'explication est simple pour Trans'Cub. *« En terme d'image, le tramway incarne la modernité. Le maire bénéficie d'une image dynamique. C'était l'inverse il y a 20 ans »*, constate Jacques Dubos. *« Aujourd'hui,* poursuit-t-il, *les maires font tout pour faire venir le tramway dans leur commune. Ça entraîne, dans les faits, un effet immobilier justifiant le tramway. Les élus veulent avant tout privilégier le développement économique. C'est tout à l'avantage pour les communes avec les taxes. »* ☜

Plus de rames de tram en 2015

Pour améliorer le trafic, la Cub s'appuie sur différentes études, les validations des titres de transport et aussi sur ce que vivent les agents de terrain. De telles informations permettent de prévoir les aménagements à faire. 2015 marquera une étape importante pour le tramway bordelais. *« On va créer cet été des terminus partiels sur le réseau central »*, annonce Christophe Duprat. *L'attente sera en fonction de la localisation de la station sur le réseau. Dans l'hyper-centre, il y aura une rame toutes les 2 minutes 30 à 3 minutes. Plus on s'écarte et plus l'attente augmente, entre 5 et 6 minutes. En bout de ligne, il y aura une rame toutes les 10 minutes »*. Ce système permet des fréquences plus importantes. Avant sa mise en place début 2015, des travaux nécessaires aux zones de retournement seront menés cet été.

de bus part à l'heure et arrive à l'heure. Les deux lignes auraient satisfait plus d'usagers ». Leur regard se porte ailleurs *« à Nantes, la communauté urbaine a construit une plateforme indépendante permettant une vitesse uniforme équivalente au tram. Cela coûte moins cher et cela offre plus de souplesse »*, atteste le président de Trans'Cub.
La ville de Nîmes dans le Gard possède également un service équivalent et l'appelle Tram'bus. Cette ligne de 5 kilomètres de long environ a coûté 65 millions d'euros, soit près de 13 millions d'euros le kilomètre. Avec une rame de tramway de 18 mètres de long toutes les 5 minutes, le Tram'bus nîmois peut accueillir 1620 passagers par heure. Gérard Chausset, un autre vice-président de la Cub et adjoint au maire de Mérignac déclarait récemment que de tels bus *« réclament une emprise de 7 mètres de large, soit plus qu'un tramway à pneus ou rails »*. Pour Gérard Chaussert ces bus sont *« limités à 25 mètres de longueur et donc destinés à être plus vite saturés. On le voit actuellement à Nantes »*, expose-t-il. Une telle situation impose donc *« davantage de fréquences, ce qui représente un coût énorme. Le service serait dégradé dès l'ouverture »*.
L'idée d'un Tram'bus similaire est pourtant envisagée dans le quartier Caudéran. *« Nous avons remis le dossier à l'État dans le cadre du Grenelle 3 afin d'obtenir des subventions. Mais il est possible que le tram à pneus, moins large et à peine plus cher, soit finalement choisi »*, conclut Gérard Chausset. ☜

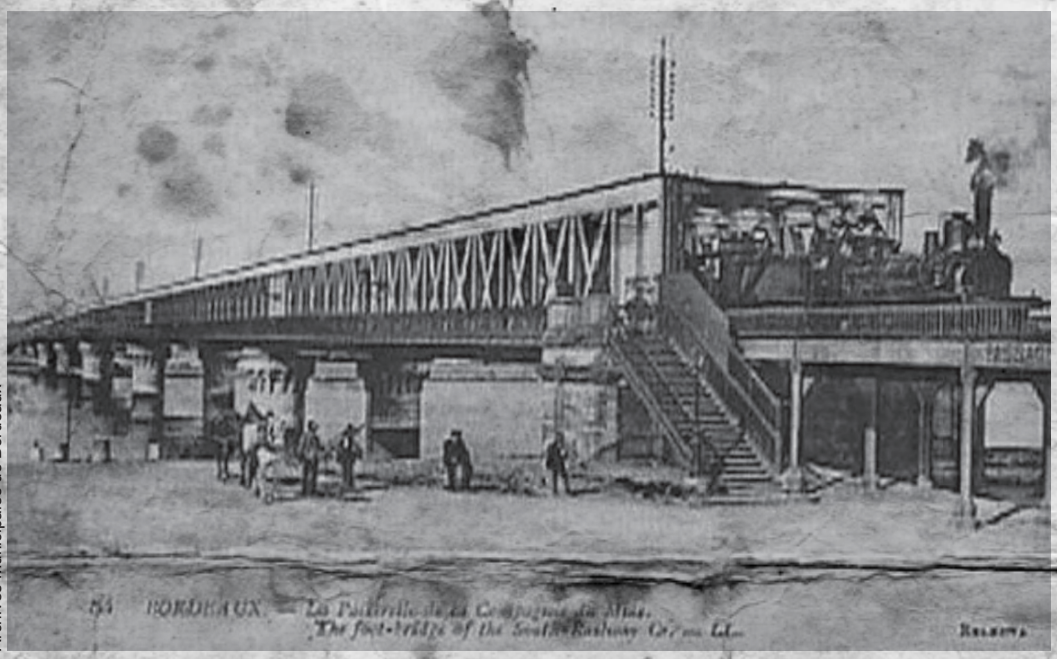
(1) Christophe Duprat est membre des commissions « Transports et déplacements » et « Infrastructures routières et ferroviaires ».

Un millimètre de trop et un blocage

Un millimètre d'écart. Pas plus. Pour ce petit millimètre, le tramway ne pouvait plus circuler après le terminus intermédiaire Bassins à Flot sur la ligne B. Le tram doit en effet passer sur le pont tournant de l'écluse et l'interface entre le pont et la route ne doit pas être de plus d'un millimètre d'écart pour que cela soit possible. Quand il fait trop chaud ou trop froid, il y a une dilatation plus importante. Cette situation a provoqué pendant plusieurs mois des problèmes de cadence. Une rame de tramway sur deux doit arriver au bout de la ligne B à Claveau. Ce qui n'était pas possible quand il était dilaté. La Cub a attaqué la société assurant la maîtrise d'ouvrage. *« Nous sommes en contentieux avec l'entreprise qui a construit le pont. L'écart n'était pas prévu dans le cahier des charges,* confirme le vice-président. *Les services ont dû meuler en biseau les rails pour qu'il n'y ait pas de dommage sur le pont. Le nombre important d'interlocuteurs n'a pas facilité la tâche. Les assurances ont désigné un expert, en attendant le règlement de la partie judiciaire, et sa décision a permis aux services de réaliser les travaux. »* Désormais, la desserte sur Claveau est revenue à la normale. ☜

IMPRIMATUR N° 686 • 20 MARS 2014

JOURNAL DE 1914
TROIS JESSE JAMES À PESSAC



Archives Municipales de Bordeaux

Dans chaque numéro d'*Imprimatur*, grâce aux archives de *La Petite Gironde*, nous revenons sur un moment de la vie à Bordeaux, il y a cent ans. Cette semaine, retour sur le pillage d'un train par trois « *écumeurs* », qui eut lieu tout près de Pessac, dans la nuit du 29 au 30 mars 1914.

Par Romain Pouzin Roux

Samedi 29 mars 1914. Nuit sombre sur les voies ferrées de Bordeaux et alentours. Voici quelque temps, déjà, que la Police n'a pas eu l'occasion d'enregistrer des vols dans les trains en marche en provenance de Pessac. Il faut dire que M. Fabre, chef de la Sûreté de Bordeaux, a mis en place une étroite surveillance pour empêcher les malfaiteurs de perpétrer à nouveau leur délit. Deux gardes et un détective privé surveillent la rampe. Mais ce soir, les brigands ont décidé de repasser à l'acte, croyant peut-être que la surveillance est relâchée. Tapis dans l'ombre, ils attendent le moment propice.

L'OCCASION FAIT LE LARRON

Vers minuit, le train de marchandises n°104, en direction d'Arcachon, passe sous le pont du boulevard de Talence. Il roule à petite allure. Trois individus en pardessus gris et coiffés de casquettes en profitent pour monter discrètement sur le marchepied d'un wagon de marchandises. Les trois hommes déplombent un wagon et pénètrent à l'intérieur. Quelques instants plus tard, ils jettent sur la voie un fût de cognac et un ballot de peaux. Opération réussie ?

C'est sans compter sur la vigilance de M. Claverie, l'habile détective privé, dépêché sur les lieux pour surveiller le passage de la marchandise. Témoin de la scène, il grimpe et se juche tant bien que mal sur le wagon, placé en queue de train, qui continue sa route. La scène est également aperçue par deux gardes de la Compagnie du Midi, qui se tenaient cachés dans une baie en bordure de la ligne ferrée depuis le début de la soirée.

POURSUITE À L'OMBRE

À quelques centaines de mètres du lieu où ont été jetés le fût et le ballot, les trois voleurs descendent du train pour aller prendre possession du fruit de leur peine. Mais déjà, les deux gardes de la compagnie, l'arme au poing, se dirigent discrètement vers un talus, situé à une toute petite distance de l'endroit où se trouve le butin. Dans leur course, ils tombent nez à nez avec M. Claverie, le détective privé. Croyant qu'il fait partie de la bande, un des gardes braque aussitôt son revolver sur lui. L'autre garde, qui avait eu l'occasion de rencontrer quelque fois le détective, s'empresse de faire remarquer à son camarade l'erreur qu'il s'apprête à commettre. Et c'est à cette seule circonstance que le Sherlock bordelais doit d'avoir encore sa vie.

Quelques instants passent. Trois silhouettes se profilent bientôt sur la rampe : celle des malfaiteurs qui s'avancent pour cueillir leur trophée. Pour effrayer quiconque se serait hasardé à suivre du regard leurs opérations, les trois bandits tirent des coups de revolver dans plusieurs directions, notamment vers le fourré où sont dissimulés les gardes et le détective privé. Tous les trois, étendus à plat ventre, entendent sans murmurer les projectiles siffler à leurs oreilles.

DUEL À L'AMÉRICAINE

Pensant qu'ils sont seuls, les larrons s'emparent du fût de cognac et du ballot de peaux. Mais, à ce moment précis, les gardes surgissent en faisant usage de leurs armes. Le revolver du premier garde fonctionne à merveille, mais celui de son collègue rate. Il devra sans doute passer chez l'armurier.

Le revolver du détective est beaucoup plus perfectionné. Il décharge six balles dans la direction des voleurs, lesquels ripostent par plusieurs coups de feu. Un vrai duel à l'américaine, à cette différence près qu'il ne fait... aucun blessé. Découverts et sans munitions, les brigands s'empressent de prendre la fuite. Ils abandonnent derrière eux leur butin, d'une valeur de 1 000 francs.

Le fût de cognac et le ballot de peaux sont finalement arrivés à destination. L'histoire ne dit pas, en revanche, si les malfaiteurs sont parvenus à emporter avec eux quelques petits colis. À cette heure, on les cherche encore. Mais une chose est sûre : un siècle après les faits, les trois Jesse James de Pessac ont fini de regarder passer les trains.

ENVIE DE FAIRE UNE BONNE ACTION?
ACHETEZ UN JOURNAL

1.50 EUROS DERNIER NUMÉRO AVANT LIQUIDATION LUNDI 31 FÉVRIER WWW.LHIBERNATION.FR

L'hibernation

Nous étions un journal

Presse qui coule n'amasse pas flouze

L'hibernation

640509-040147

NOUVEAU DANS LES LOCAUX DE L'HIBERNATION: Le Restaurant «Nous étions un journal» vous propose chaque jour un menu ouvrier. Aujourd'hui: Salade de Morands - Gigot sauce Rotschild - Tarte Moulins OU Feuilleté Joffrin - Sardines sauce hollandaise et sa Jullyenne de légumes.

IMPRIMATUR N° 686 • 20 MARS 2014

1964 DES TUBES DES FESSES PAS DE NOBEL

50 ans. Culturellement, une éternité. A travers trois œuvres, retour critique sur une année où Godard filme les fesses de Bardot, les Beatles dominent le monde et où Sartre refuse un prix Nobel.

AFP

Par Alvin Koualef

Janvier 1964. Lendemain de Saint-Sylvestre. Paris se réveille, la gueule de bois. Sur la devanture des cinémas, un film interdit aux moins de dix-huit ans trône en bonne place depuis la fin de l'année précédente : *Le Mépris*, de Jean-Luc Godard. Pour son sixième film, le réalisateur français a mis les moyens. 500 millions de francs et surtout une icône internationale en tête d'affiche : Brigitte Bardot. Pour lui donner la réplique, un acteur en pleine ascension, Michel Piccoli. Symbole du cinéma français, le film est en réalité une commande commerciale de producteurs français et américains, désireux de prendre la nouvelle vague. Peu importe si *« seulement »* 250 000 spectateurs ont vu ce chef d'œuvre intemporel.

« ON VEUT VOIR LE CUL DE BARDOT »

Le film s'ouvre. Travelling sur l'assistante d'un réalisateur pendant que Godard lit le générique du film. Plan suivant. Musique aussi entêtante qu'envoutante signée George Delerue. Camille (B.B) est allongée dans un lit, nue. Eclairée par des lumières vives, elle demande à Paul : *« Et mes fesses, tu les trouves jolies mes fesses ? »*. Silence. *« Oui »*. La beauté dépouillée, le bonheur avant le déchirement. En vérité, cette scène n'était pas prévue dans le scénario initial. Mais les producteurs américains ont insisté : *« On veut voir le cul de Bardot ! »*. Godard accepte la contrainte pour mieux s'en détacher. Après le tournage, il filmera cette scène à Paris. Et sauf la nudité de Bardot, pas d'érotisme. Seulement un dialogue *« provoquant »*.

Le film est d'une simplicité déconcertante. Paul (Michel Piccoli) écrit pour le cinéma et emmène sa femme à Rome, où il doit travailler avec Fritz Lang (le vrai). Elle, s'ennuie pendant qu'il réfléchit à son film. Une mise en abyme toute Godardienne. Peu de plans, de longs silences, une lumière qui baigne la scène. Dans la lenteur et la moiteur italienne, l'histoire du *Mépris* prend tout son sens. Camille et Paul s'aiment peu et commencent à se détester, beaucoup. Presque naturellement, elle se détache de lui, l'amour s'effrite au fil des minutes. Mélancolique, elle s'occupe à le mépriser. Un délice pour le spectateur, qui voit la vie brute dévoilée par une Brigitte Bardot dirigée comme jamais dans un film qui se suffit à lui-même. Cent minutes de cinéma, comme si Godard avait laissé traîner sa caméra pour que le spectateur goûte la vie. L'atmosphère est délicieuse et *Le Mépris* magistral.

Un organe pareil est un don du ciel !

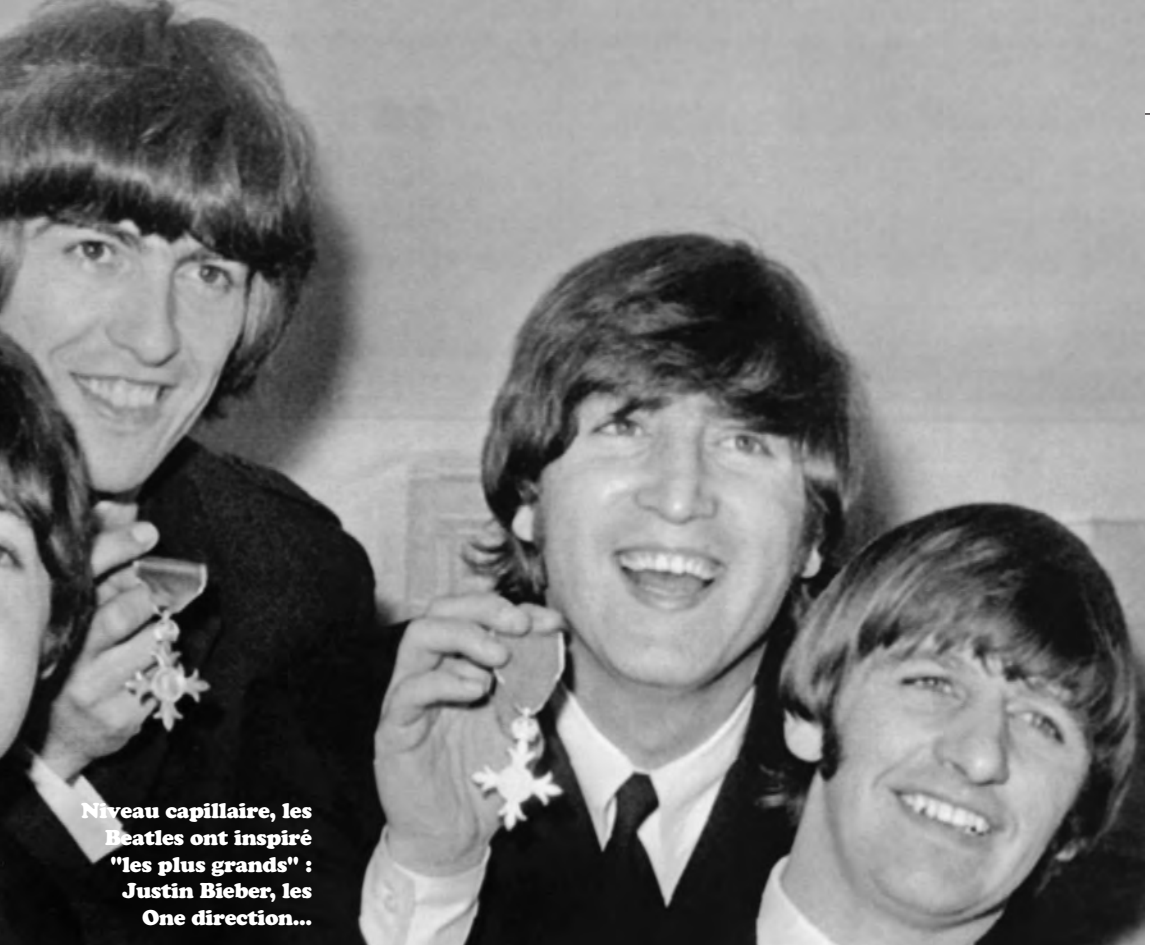
LE GÉNIE SAUTE À LA FACE DU MONDE

Depuis le début des années 60, la France découvre le rock'n' roll. Elvis Presley, Les chaussettes noires, Johnny Halliday. Toute une partie de la jeunesse qui n'a pas connu la guerre se prend d'amour pour cette musique venue des Etats-Unis. Pourtant, c'est un groupe de quatre jeunes de Liverpool qui va marquer l'année 64 (et les six autres à venir) : les *Beatles*. Prophètes en Angleterre, les *« quatre garçons dans le vent »* charment les États-Unis et la France cette année-là.

Allures de gendre idéal, franges sur le front et un sens de la mélodie inégalée. Paul McCartney, John Lennon, George Harrison et Ringo Starr posent définitivement leur empreinte sur la scène musicale avec l'album *A Hard Day's Night* alors que la Beatlemania est à son apogée. Deux producteurs voient un filon à exploiter : Va pour un film sur ces quatre cracks anglais où

Elle ne porte rien d'autre qu'un peu d'essence de Guerlain dans les cheveux.

Capture/ Le mépris



Niveau capillaire, les Beatles ont inspiré "les plus grands" : Justin Bieber, les One direction...

ils jouent leur propre rôle. Évidemment, il faut une bande originale. Alors les *Beatles* se mettent au boulot. Le 21 février, deux semaines après leur tournée à l'Olympia et une semaine avant le tournage du film, ils s'enferment dans le studio n°2 d'Abbey Road, à Londres. Première fois qu'ils composent tous les morceaux d'un album. Première fois que le génie saute à la face du monde.

A hard day's night, troisième album des Beatles, est une machine à tubes. Même s'ils jonglent avec les tournées, les deux leaders du groupe, Lennon et McCartney, créent ensemble. À tour de rôle, ils composent et chantent. *A Hard day's night*, chanté par John Lennon, est numéro un des Charts en fin d'année. *Can't buy me love*, chanté par McCartney, numéro un aussi. Des chansons entêtantes, rythmées et surtout dansantes. La guitare est rapide sans être nerveuse, la batterie omniprésente et les voix exceptionnelles. Mais un des titres dénote avec le reste de l'album : *And I love her*. Tempo très lent, tonalité hispanique et surtout Paul McCartney ! Un organe pareil est un don du ciel ! Sur cette ballade flotte un air inquiétant. Une complainte mélancolique loin des clichés où McCartney cristallise déjà toute l'intelligence des *Beatles* : un renouvellement perpétuel qui ne cesse de côtoyer les étoiles. Révolutionnaire.

QUAND SARTRE OSE

Jean-Paul Sartre est l'intellectuel de gauche par excellence. Il écrit, prend position dans la sphère publique. 1964 est l'année où il publie son autobiographie, Les Mots. Salué par la critique, l'ouvrage raconte l'homme, son enfance, ses parents et comment il a goûté les joies de la littérature. Au moment même où il publie son autobiographie, le futur créateur de Libération est pressenti pour recevoir le Prix Nobel de littérature. La plus prestigieuse des distinctions, en somme. Pas pour Sartre. Dans une lettre adressée au comité du Nobel, il refuse le prix, d'avance. *« Je désire ne pas figurer sur la liste des lauréats possibles et je ne peux ni ne veux, ni en 1964, ni plus tard, accepter cette distinction honorifique »*. Cinglant. Le comité Nobel, qui n'aurait pas ouvert la lettre, attribue le prix à Jean-Paul Sartre le 22 octobre pour, entre autres qualités, *« sa recherche de la vérité »*. Le philosophe rejette le prix. Scandale. André Maurois, figure intellectuelle en vogue, écrit même : *« Si Sartre a refusé le Nobel, c'est qu'il se sent incapable de porter l'habit »*. Bataille épistolaire à laquelle Sartre tente de mettre fin. « *J'ai toujours refusé les distinctions officielles. L'écrivain doit se refuser de se laisser transformer en institution »*. Etrange alors (voir encadré) que l'auteur de La Nausée ait accepté le prix Populiste en 1940. Le maître de l'existentialisme serait-il un peu opportuniste ?

Creative Commons via Google

Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, couple mythique d'intellectuels "à la française"

Il y était...

Maurice Achard, 67 ans. Auteur, ancien journaliste à Combat, aux Nouvelles littéraires et chef de la rubrique « Culture et Télévisions » du quotidien Le Parisien.

« Quand j'entends 1964, je me dis tout de suite : A Hard day's night des Beatles. C'est d'une beauté mélodique et textuelle incroyable. J'avais 17 ans, j'ai vécu ça de plain-pied et aujourd'hui encore, il n'y a pas grand chose à jeter. Mais à l'époque, la presse faite par les « vieux » n'y comprenait rien au rock. Les Beatles ont rendu le rock culturel et intelligent. J'ai une chance extraordinaire d'avoir vécu ça.

Cette période « pré mai 68 » est bien plus intéressante qu'après, il y a de la passion culturelle, la politique n'est pas encore pesante. L'hebdomadaire Le nouvel observateur se crée, des grandes plumes de cinéma comme Michel Cournot émergent.

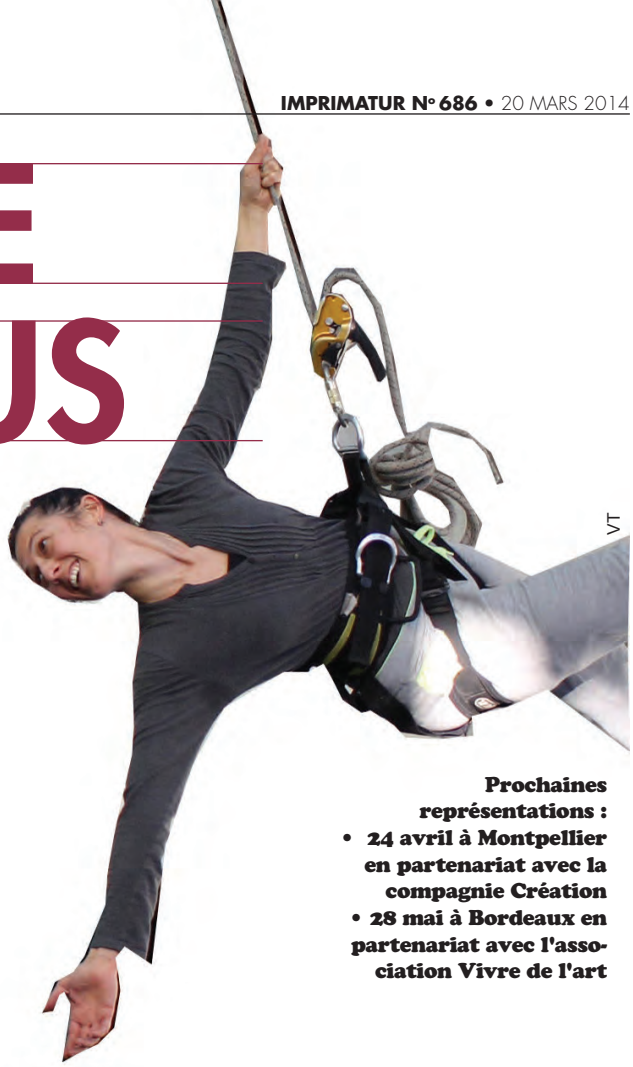
Et il y a Godard. On allait dans les cinémas voir ses films et on se disait : « tout est possible ». C'était l'esprit. Pour la jeunesse, c'est une période formidable à ce moment-là. Les films de la nouvelle vague sont la promesse d'un monde nouveau. Ceux qui n'y comprennent rien à Godard trouvent ça snob. Tant pis pour eux, c'est notre époque actuelle qui est snob. Godard, c'est de la poésie !

Sur Sartre, je suis plus réservé. Un auteur comme Le Clézio avec son roman « Le procès-verbal » a plus marqué les esprits, dans la recherche littéraire et l'expérimentation. Je me rappelle qu'en 1940, Sartre veut se faire connaître. Il demande à sa femme, Simone de Beauvoir : « Vous pensez que je dois accepter le prix Populiste ? ». Et il l'accepte. Mais en 1964, il refuse le Prix Nobel, alors qu'il est très célèbre. Sartre a une posture hors système pure et dure pour plaire à une gauche qui le vénère. C'est un engagé très « Saint-Germain des prés ». Du pipeau ! »

IMPRIMATUR N° 686 • 20 MARS 2014

ÇA VOLTIGE AUX CAPUS

Depuis un mois, la compagnie de danse verticale *Adrénaline* investit le marché des Capucins. Créée il y a quatorze ans, la troupe s'assure enfin une résidence fixe jusqu'en 2028, grâce au partenariat signé dans le cadre du projet *« Bordeaux Re-centres ».* Rencontre un samedi après-midi avec les danseurs-voltigeurs.



VT

Prochaines représentations :
- **24 avril à Montpellier en partenariat avec la compagnie Création**
- **28 mai à Bordeaux en partenariat avec l'association Vivre de l'art**

Par Vaihere Tauotaha

Seize heures. Plus un chat dans la halle du marché des Capucins. Même pas d'odeur de poisson ou de fruits frais. Le sol a été nettoyé. Les grilles sont baissées. Il n'y a plus âme qui vive. Enfin si, une, à l'étage, où se trouve le parking. *« On a rendez-vous à 16 heures. Mais le samedi, c'est pas toujours facile, alors les danseurs arrivent petit à petit »*, témoigne Marie-Gabrielle, première danseuse sur les lieux. En attendant que les autres membres de la troupe arrivent, Nicolas Gaudé, responsable de la compagnie *Adrénaline*, s'empare d'une échelle pour installer et vérifier l'état des cordes. Rien de plus banal pour ce cordiste de métier. Les premières danseuses sont maintenant arrivées. Certaines enfilent leur culotte de sudation, d'autres pas. *« Tout dépend des personnes, moi je préfère danser sans. Ceux ou celles qui en mettent c'est parce qu'au bout d'un moment, ça leur fait mal entre les cuisses »*, explique Mareva, membre de la troupe depuis onze ans. Nicolas ouvre les portes de sa voiture et balance la musique. Le ton est donné. Marie-Gabrielle et Mareva se suspendent du côté de la rambarde qui donne vers le cours de la Marne. Elles ajustent leur corde de façon à être à la même hauteur. Puis elles s'éloignent l'une de l'autre de sorte à garder une distance de sécurité. C'est parti. Le spectacle commence. Ce n'est qu'un entraînement, mais aussi beau et surprenant. Elles n'utilisent pas toujours les mêmes techniques d'entraînement, ni les mêmes gestes mais le mouvement de leur corps est en parfaite symbiose. Des lignes, on ne voit que ça. Le toit, les cordes, les grilles de la rambarde, et elles, suspendues dans le vide. Graphiquement, l'ensemble habite l'espace.

14 ANS DE RÉSIDENCE AUX CAPUS

Derrière les grilles, les passants ne peuvent s'empêcher d'admirer ces voltigeuses. Elles se balancent d'un point à un autre, les bras tendus le long du corps. Les gestes en deviennent presque superflus. Avec douceur, elles posent un pied sur le mur pour rebondir de l'autre côté. La musique devient silence. Elles montrent une souplesse et une légèreté qui ont quelque chose d'indéfinissable. *« Vous répétez pour un concours ? »* demande un homme, placé cinq mètres plus bas. Émerveillé par les danseuses, il entame une discussion avec elles. Marie-Gabrielle et Mareva sont imperturbables. Accrochées au harnais, elles continuent avec douceur et grâce les échauffements, tout en répondant aux questions du spectateur. Ce drôle de dialogue entre les danseuses suspendues et le spectateur est exactement le résultat attendu par le projet *« Bordeaux Re-centres »*, permettant à la compagnie de s'entraîner dans ces locaux, en plein centre de la ville de Bordeaux. *« Ce projet s'inscrit dans le cadre du Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD) »*, indique Elodie Hiltenbrand, chef de projet. Objectif ici : animer et faire (re)visiter le marché des Capucins pour une durée de quatorze ans. *« On s'est rendu compte que lorsque le marché est fermé, le quartier est mort. On aimerait à terme, créer un passage animé, en dehors des horaires d'activité du marché grâce aux animations comme celles de la compagnie Adrénaline ».*

DES VOLTIGEURS, MAIS AVANT TOUT DES DANSEURS

Alors que les premières danseuses continuent de répéter, d'autres personnes arrivent. Parmi elles, des danseurs, une nouvelle adhérente et une jeune fille qui tente sa première expérience de voltige. Ça tombe bien. Le marché des Capus est devenu un véritable lieu de recherche, leur *« laboratoire »* comme l'appellent les membres de la troupe. *« Pour moi, on continue à chercher, à bricoler. J'ai pas l'impression qu'on est arrivé au bout de quelque chose. Ça reste toujours un laboratoire »*, confie Nicolas, fondateur de cette compagnie qui existe depuis 2000. Maçon de profession, Nicolas est aujourd'hui cordiste de bâtiment. Il travaille à l'aide de cordes pour effectuer des travaux en hauteur sans utiliser d'échafaudage ni d'autre moyen d'élévation. Il s'est vite rendu compte qu'il y avait l'opportunité de faire de la corde, une forme d'expression artistique. *« Je me disais qu'il y avait un truc à faire sur les murs, les bâtiments de la ville, sur une falaise, un barrage, un pont, sur une grue. Ce sont des supports fantastiques, les plus belles scènes du monde. »* La compagnie comptabilise aujourd'hui, une centaine de représentations depuis la création de la troupe. Une dizaine par an, un peu partout en France, en Espagne, au Portugal,

etc. Chaque représentation est un *« one shot »*, soulignent les danseurs, *« un spectacle unique »*. La force de ce groupe se trouve dans la diversité des membres qui composent le noyau dur de la compagnie. Ils sont dix. Tous issus de milieux différents. *« Mareva est tatoueuse, Perrine est prof de maths et danseuse de tango. Marie-Gabrielle est mère au foyer, Vivian est maçon, Marina, psychologue et JD patineur. C'est la danse qui nous relie»* révèle Nicolas. *« Nous sommes voltigeurs mais avant tout des danseurs,* lâche Mareva, avant de renchérir. *Je suis assez nulle au sol. Je ne fais pas de cabrioles, pas de salto, j'ai un genou un peu foireux. Sur corde, il n'y a pas de handicap, tout le monde est à la même école, et tu fais des choses que tu ne peux pas faire par terre, c'est ça qui est chouette »*. Quasiment tous, ont appris à faire de la voltige en intégrant *Adrénaline*. *« Pour nous, la voltige est déjà de la danse. Chaque bâtiment selon sa structure insuffle sa propre voltige. Chaque bâtiment va donner sa hauteur de corde, elle va être plus ou moins en retrait ou en avant par rapport à l'appui, cela modifie la chorégraphie. Cette discipline est sportive, mais après on y ajoute un sens poétique selon les mouvements que l'on a choisis et ça peut même devenir romantique »*.

Cette troupe se définit comme semi-professionnelle et est toujours dans la recherche. Forte de son expérience, elle compte bien partager cette sensation. Elle a plusieurs projets en cours : participer au festival Chahuts avec les élèves de CAP maçon du lycée Saintonge, mettre en place un atelier sur trois jours fin avril… Mais le plus grand projet de Nicolas Gaudé est de donner un spectacle sur les gratte-ciel de New York, pour encore plus d'adrénaline.

Vaihere Tauotaha

Compagnie Adrenaline

Compagnie Adrenaline

En haut à gauche et à droite : La compagnie Adrenaline à 114 mètres du haut de la flèche St Michel.
En bas : À la base sous-marine.

Popi le robot, futur danseur-voltigeur

La compagnie *Adrénaline* a été sollicitée, dans le cadre du projet Flowers par le centre bordelais Inria qui regroupe des chercheurs spécialisés dans le numérique. Ce dernier a pour mission de créer un robot danseur qui intégrera la compagnie et deviendra peut être un pro de la voltige. *« L'objectif de l'action est de mettre au point des mécanismes qui permettent à des robots d'apprendre des savoir-faire nouveaux. L'approche consiste à extraire des concepts et des mécanismes de la psychologie développementale (Piaget, Vygotski, Berlyne, Gibson...), et de les importer dans des modèles robotiques opérationnels, de telle manière qu'un robot puisse explorer et apprendre des choses nouvelles de manière similaire aux enfants humains »*. **Ce projet prendra du temps à se mettre en place, mais déjà, un nom a été donné au futur robot danseur-voltigeur : Popi.**

IMPRIMATUR N° 686 • 20 MARS 2014

UN AIR DE PRINTEMPS

On la dit marginalisée, désuète et peu abordable. Chaque année, le Printemps des Poètes persiste à lui donner de la visibilité. La poésie n'est pas morte, et gagne à être (re)connue. Immersion.

Par Mathieu Demaure

Il est un peu plus de 19h lorsque Marie Laugery, déléguée Aquitaine de la Société des poètes Français, prend la parole. Décor austère et lumière tamisée. Devant la petite trentaine de spectateurs assis autour des tables du restaurant *la Boulangerie*, au cœur du quartier bordelais des Chartrons, elle introduit chaque poète par une courte biographie, puis les invite à venir un à un à ses côtés pour lire plusieurs de leurs productions. Qu'ils soient retraités, enseignants ou avocats, tous ont fait acte de présence comme symbole de la vitalité de la poésie, et chacun l'exprime à sa manière. Alain Biaux avec ses mains, Letizia Moreteau avec son accent, Patricia Grange avec ses instruments de musique… Pour Marie Laugery, *« le but est de fédérer le maximum de personnes, parce que la poésie est un travail solitaire. »* Cette soirée reste leur seule opportunité de rassemblement, puisque la délégation Aquitaine n'organise qu'une lecture collective dans l'année, à l'occasion du Printemps des Poètes.

DES COUPES BUDGÉTAIRES

Créé en 1999, le Printemps des Poètes donne à voir différentes activités, des conférences, des rencontres, etc. aux quatre coins de la France. Cette année, il a pour thématique « Au cœur des arts ». L'évènement n'organise rien à proprement parler, mais demeure une vitrine à l'échelle nationale. À l'instar de la Fête de la musique, le Ministère de la Culture lance la communication. À charge de chaque ville, chaque quartier, chaque association de mettre en place ses propres animations. À Bordeaux, plusieurs temps forts rythment les quinze jours de l'évènement. C'est le cas du festival *Demandez l'impossible*, que le directeur artistique François Mauget perpétue à faire vivre, envers et contre tout. *« L'idée de départ, c'était de rendre la poésie visible. Au début, quand les institutions avaient encore de l'argent, on faisait beaucoup d'affiches, beaucoup d'interventions dans les salles de musée, dans les salles de théâtre, mais aussi dans la rue. Aujourd'hui, le festival étant gratuit, nous sommes dépendants des financements, et le budget se réduit petit à petit. Nous essayons de trouver des combines pour continuer à être visible, mais cela reste un peu compliqué. »* Le Printemps des Poètes a effectivement pâti du retrait financier des institutions et, petit à petit, son rayonnement a baissé. Dénoncées par Jean-Pierre Siméon, son directeur artistique, dans une pétition datant de novembre 2012, les coupes budgétaires ont nettement émietté les ambitions de la manifestation. *« Cela contredit cyniquement les déclarations du ministre* [Vincent Peillon] *affirmant la priorité à l'action artistique et toutes les associations à but culturel sont concernées par ce désengagement. Cette situation témoigne d'une ignorance et d'un mépris consternants à l'égard du travail de formation, d'information, d'interface et d'accompagnement que nous menons depuis bientôt quinze ans auprès des établissements scolaires »* dénonce-t-il chiffres à l'appui : de 160 000€ en 2011, le budget du Printemps des Poètes est tombé à 45 000€ en 2013. Celui de 2014 n'est encore que partiellement connu : le Centre national du Livre maintient son soutien des années antérieures à 272 000€, et le Ministère de l'Éducation nationale n'a pas encore confirmé son soutien. En fonction des financements spécifiques, le budget global devrait tourner autour de 380 000€ en 2014. Une situation déplorée par François Mauget. *« Ce n'est pas le fait de la poésie, mais de la culture en général. La période d'embellie, c'est-à-dire les années 1980-2000, est terminée. Depuis 2000, c'est ric-rac. Depuis trois ou quatre ans, c'est assez dramatique. »*

Toutefois, aucune de ces digressions économiques ne saurait entamer la volonté du poète, acteur central de l'évènement. Le festival *Demandez l'impossible* en invite quelques-uns chaque année. Les

Le Printemps des Poètes a subi une baisse de budget de l'ordre de 115 000€ en deux ans.

auteurs font d'abord spectacle de leurs textes et rencontrent le public, puis sont amenés à côtoyer des écoliers, dans le cadre d'une action culturelle et pédagogique. *« Le but ? Sensibiliser le public à la poésie contemporaine, et à celle du monde entier, soutient François Mauget. Ce festival se veut international. L'idée est de lutter contre des idées reçues, à savoir que la poésie serait soit pour les gamins, soit pour les doctorants, au motif qu'elle est hermétique, qu'on ne comprendrait rien, qu'elle serait trop compliquée. Nous voulons faire entendre la poésie aux gens, à travers la voix des acteurs, des musiciens, etc. La rendre plus attractive. Et ainsi dire qu'elle est faite pour tout le monde. »* En témoin fidèle de son art, Marie Laugery renchérit : *« La poésie n'est pas diffusée par les médias, donc le public pense qu'elle n'est pas abordable. Mais c'est faux. J'estime par exemple que tout le monde peut lire mon travail. »*

UN REGARD SUR LE MONDE

Pour apprécier la poésie à grande échelle, encore faudrait-il qu'elle soit publiée. C'est le travail de Claude Rouquet, directeur de la maison d'édition indépendante *L'Escampette*, située à Chauvigny (Vienne). Elle publie une douzaine de titres par an, dont deux à trois de poésie, qui se vendent en moyenne à moins d'un millier d'exemplaires. *« Aujourd'hui comme par le passé, il y a très peu de lecteurs de poésie. Verlaine en avait cinquante, pas plus. Et puis la sphère médiatique ne parle que des romans best-sellers, mais la grande majorité d'entre eux se vend à 700-800 exemplaires. Il faut donc être patient quand on publie de la littérature, et plus encore de la poésie »* tranche Claude Rouquet, qui rechigne à parler du Printemps des Poètes. *« Je n'ai rien contre, tout ce qui peut se faire autour de la poésie est bienvenu, mais cela tourne trop souvent au n'importe quoi. »* L'édition est également l'activité principale de Didier Vergnaud, qui a créé *Le Bleu du ciel* en 2001. Une douzaine de titres par an viennent enrichir son catalogue. Deux démarches de passionnés, sans retour sur investissement. *« Les éditeurs ne font pas d'argent sur la poésie, il n'y a pas d'enjeu financier. Néanmoins, on compte de plus en plus de livres de poésie. Avec l'informatique, le coût d'édition est aujourd'hui moindre, et de plus de plus de petits éditeurs sont sensibles à des écritures différentes ou nouvelles »*, constate François Mauget. La poésie n'est donc pas une activité lucrative. Certains auteurs font référence, fût-elle locale, mais ils ne vivent pas de leur art. *« Objectivement, la poésie reste un phénomène marginal, bien que reconnu par la grande littérature. Beaucoup de poètes sont romanciers, et réinjectent quelque chose de leur écriture poétique dans leurs romans. »* De son côté, Marie Laugery remarque encore *« un noyau fidèle à la poésie. Il y a toujours un public, des amateurs, en marge de la littérature. »*

« Il faut être patient quand on publie de la littérature, et plus encore de la poésie. »

Malgré ses difficultés budgétaires, le Printemps des Poètes demeure la seule manifestation francophone capable de susciter de l'intérêt pour la poésie chez le grand public. Même si la couverture médiatique s'est étiolée au fil des années, il reste des adeptes et des gens curieux de se confronter à un art qu'ils ne connaissent pas, ou trop peu. *« La poésie n'est pas que de l'écriture, mais aussi un regard sur le monde, une introspection, qui va à contre-courant de l'époque actuelle »* plaide Marie Laugery. François Mauget abonde dans son sens. *« C'est un peu le seul endroit dans le paysage éditorial où l'on trouve encore de l'invention. Et celle-ci peut prendre des formes très diverses. Il y a quelque chose dans la poésie qui s'adresse davantage à la sensibilité qu'à l'intelligence. C'est toujours un peu mystérieux, puisque ça essaie de dire les choses d'une autre manière. »* Finalement, Claude Rouquet avait peut-être raison lorsqu'il disait que *« la poésie, c'est ce qui reste quand on a tout expliqué. »* ☜

Vaihere Tauotaha

ENVIE DE FAIRE UNE BONNE ACTION?
ACHETEZ UN JOURNAL

Sarkozy. Ouf, il revient!

640509-040147

Le Moins

Le Moins

www.lemoins.fr Hebdomadaire d'information du 31 février au 8 mars n°06/05/12

3,90 € en France / Gratuit en Suisse, au Luxembourg, au Royaume-Uni, en Belgique, en Irlande, à Jersey, aux Iles Caïmans, aux Bermudes, à Singapour, à Hong Kong, au Botswana, à Brunei, au Guatemala.

CET ISLAM QUI NOUS GOUVERNE EN SECRET

LES MUSULMANS FRANCS-MAÇONS

- Ce qu'on ne nous dit pas
- L'infiltration des Qataris
- La gauche tétanisée

Creative Commons

Spécial impôts

Comment ne pas financer l'assistanat

Creative Commons via Flickr

LES INVISIBLES DU PAF

Le 11 février 2014, chaînes de télévision, écoles de journalisme et de cinéma se sont engagées à favoriser l'insertion et la représentation des personnes handicapées sur les écrans français, à travers la nouvelle charte du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA). Une initiative audacieuse qui pourrait se heurter à des obstacles en amont.

Par Charlotte Gillard

Dix millions de personnes handicapées en France. Seuls 0,4% d'entre elles ont été représentées à la télévision française, selon le dernier baromètre du CSA. Pour les programmes d'information, le chiffre tombe même à 0,1%.

« Ceux qui fabriquent l'audiovisuel ne connaissent pas le handicap » décrie Mémona Hintermann-Afféjee, à l'origine de la charte pour l'insertion des personnes handicapées dans l'audiovisuel. Depuis 2005, la loi sur l'égalité des droits et des chances oblige toutes les entreprises de plus de cinquante salariés à recruter au moins 6% d'individus souffrant d'un handicap. *« On a déjà des lois en France, mais je pense que c'est davantage par la volonté que par la contrainte qu'on y arrivera »,* insiste la membre du CSA et ancienne grand reporter de France 3. Beaucoup de détermination lui a été nécessaire pour aboutir à la signature de cette charte, qui prévoit l'accès à la formation et l'accueil des étudiants handicapés au sein des établissements. La Fémis - l'École nationale supérieure de l'image et du son - l'école Louis Lumière, ou encore des grandes écoles de journalisme (CUEJ, IJBA, IPJ, EJT, EPJT…) se sont engagées à réfléchir à des solutions pour l'insertion des handicapés. *« Nous n'avons pas attendu la signature de la charte pour œuvrer pour la diversité »,* explique Éric Nahon, directeur adjoint de l'IPJ. *« Au niveau du concours, nos questionnaires sont faits pour favoriser la diversité des parcours. C'est sûr, on ne va pas chercher les handicapés particulièrement, mais on se déplace pour donner des cours dans les lycées, à des personnes sourdes notamment. »*

« Soi-disant, on ne trouverait pas de boulot. On m'a suggéré, par exemple, de faire un bac pro secrétariat, pour plus de débouchés. »

BARRIÈRES PSYCHOLOGIQUES

Même si les grandes écoles font des efforts pour améliorer l'hétérogénéité des profils des étudiants, elles restent très sélectives. Les concours d'entrée ou les modalités d'accès - comme l'obtention du permis de conduire - peuvent être décourageantes, et créent une barrière psychologique. Ce fut le cas pour Fanny Nonvignon, 26 ans. Une jeune femme à la peau d'ébène, et en fauteuil roulant. Elle incarne à elle seule tous les problèmes attenant à la diversité dans les médias. Pourtant, elle souhaite devenir journaliste sportive. *« En 2012, j'ai voulu entrer au CFPJ (la formation en journalisme en alternance du CFJ). Il fallait que l'on trouve nous-même une entreprise qui nous accepte en alternance. Mais compte-tenu des refus que j'avais essuyés dans le passé, comme pour TF1, qui m'avait clairement explicité que c'était à cause de mon fauteuil roulant que ma candidature n'était pas retenue, j'ai laissé tomber »,* raconte la jeune femme. Dès lors, Fanny est partie faire une maîtrise de journalisme au Québec. *« On ne fait pas d'efforts en France, contrairement à ici. »* Des infrastructures au sein de l'université en passant par les transports en commun, tout est fait outre-atlantique pour que les personnes en situation de handicap soient le plus autonomes possible. *« Quand j'ai fait ma licence à la Sorbonne Nouvelle à Paris, il n'y avait qu'un ascenseur pour 17 000 étudiants. Quand il était en panne, il m'arrivait de venir en cours pour rien. Je ne pouvais pas accéder à mes salles de cours. Ici, je me déplace facilement, et il y a une plus grande solidarité aussi ».*

DES RÊVES TUÉS DANS L'ŒUF

Autre barrière en amont, celle des structures de prise en charge des personnes handicapées, qui tuent dans l'œuf toutes les ambitions. Dans les centres spécialisés et de rééducation, on cultive la méfiance. *« Je fais partie de la génération qui n'a connu les AVS - Assistants de Vie Scolaire - que très tardivement. Je n'ai donc pu aller à l'école « normale » qu'à l'âge de 17 ans. Mais je suis un petit miracle. Les médecins et les éducateurs nous ont tous découragés de suivre des études. Soi-disant, on ne trouverait pas de boulot. On m'a suggéré, par exemple, de faire un bac pro secrétariat, pour plus de débouchés »* reprend Fanny. Devenir journaliste, caméra à l'épaule, elle ne l'envisage pas. Quoique. *« Si on avait aussi des AVS en école de journalisme, tout serait possible. »* En attendant, elle se contente de sa plume. Pour que cela évolue, le CSA veillera à l'avancée du projet chaque année, grâce à un comité de suivi sur la base du volontariat. ☜

SUD-OU-EST ?

LES MERCENAIRES DE L'INFAUX

Le Gorafi, site parodique d'information, a fait des petits ! Sud-ou-Est?, création du cerveau malade et brillant de la famille Labirette, cuisine en ligne la dérision du Gorafi à la sauce gasconne. On leur doit des scoops majeurs tels que l'affaire des canards gras gavés à la cocaïne ou bien l'histoire exclusive de ce menuisier basque à la recherche d'un stage en scierie qui a failli rejoindre le Jihad en Syrie. Entre autres. Et la mayonnaise prend bien puisque le site compte presque 2 000 abonnés, et l'article "Vigilance jaune sur le Sud-Ouest : l'usine Ricard de Lormont sous les eaux" totalise à lui seul plus de 41 000 partages sur les réseaux sociaux. Rencontre avec les Daft Punk de l'info, l'équipe souhaite garder l'anonymat, planqués sous cagoules et bérets en ce jour de soleil de plomb. Des bergers de l'ETA à prendre au 64ème degré.

Propos recueillis par Colin Pradier

Imprimatur : Pouvez-vous nous présenter en quelques mots Sud-ou-Est?

André Sallafranque : Sud-ou-Est? est l'héritage d'une longue tradition journalistique qui jalonne la vie de la famille Labirette. Gérard, le père, est le principal créateur du titre. Gaétan, le fils, assume aujourd'hui la responsabilité de rédacteur en chef. Le choix d'une version en ligne nous assure une diffusion dépassant le simple cercle du voisinage. C'est aussi l'occasion pour notre région de rentrer de plain-pied dans les nouvelles technologies. Nous sommes fiers d'en être les acteurs, puisque depuis novembre 2013, nous alimentons une page Internet.

Comment s'organise votre rédaction pour rester sans cesse à la pointe de l'infaux ?

Notre équipe, plutôt resserrée, est essentiellement organisée autour d'un pôle bordelais, où les articles sont relus et publiés. Je suis aussi en charge d'animer un réseau de correspondants locaux.

Notre ambition, le mot étant à nuancer, se limite à proposer une information récréative et festive à un lectorat qui nous fait confiance - libre à son tour de nous faire part de ses appréciations. La transparence veut que nous n'expurgions jamais les propos des interlocuteurs de toutes ces interjections qui font le délice du parler régional !

À ce sujet, vous semblez très attachés à cette identité régionale. Le choix du titre et de charte graphique viennent d'ailleurs le confirmer.

Bravo pour avoir remarqué cette allusion à ce grand quotidien de la presse régionale qu'est Sud-Ouest, dont nous sommes tous lecteurs depuis notre plus tendre enfance. Nous lui devons tout. Cependant, l'impression d'y trouver une information, parfois, un poil aseptisée participe pleinement de notre entrée sur la Toile.

Vous sentez-vous défenseurs d'une exception culturelle régionale ?

Nous souhaitons montrer notre attachement à ce terroir, à cette identité, que d'aucuns présentent comme gasconne, qui conjugue bien-vivre, sens de la fête et fraternité. Celle-ci est bien plus profonde que l'image d'Epinal un peu jambon / canard / vin rouge que véhiculent parfois nos homologues de la presse parisienne, plus par ignorance bien-sûr que par méchanceté gratuite. La gratuité, puisque l'on en parle, est aussi une valeur que nous entendons défendre via notre site !

La presse parisienne, que vous évoquez, dispose d'un titre de référence, le Gorafi, dont l'audience ne cesse de croître. A quel degré vous inspirez-vous de ce support ?

Nous comparer au Gorafi, cela revient à chercher à rapprocher Bernard Henri-Lévy et Luis Mariano ! Notre identification géographique, couvrant peu ou prou le périmètre de Sud-Ouest, rend en effet hypothétique toute projection à l'échelle nationale. Au-delà, le ton est nettement plus neutre dans nos colonnes, même si quelques-uns de nos experts pourraient en découdre face aux ténors du paysage audiovisuel français.

Le parallèle est néanmoins évident. Rapporté au rythme dense de publication du Gorafi, il semble que votre cadence un peu plus lente vous soit préjudiciable…

On touche ici du doigt le cœur de la déontologie de notre métier. L'information est aujourd'hui un outil qu'il convient de manier avec une précaution de Sioux ! Les faits divers qui nous remontent, les témoignages qui affluent, sont rigoureusement recoupés afin de ne point mettre dans l'embarras toute personne que nos éclairages seraient susceptibles de concerner. Dans le même esprit, nous ne recourrons pas à ce jour à un dispositif comme Twitter, qui, dans son format actuel, entre un peu en contradiction avec les vertus pédagogiques que nous prêtons à l'information.

Que peut-on souhaiter à Sud-ou-Est? dans un futur proche ?

Continuer à informer tout en distrayant - à moins que ça ne soit l'inverse - suffit amplement à notre équipe. Il est vrai que le fait de voir augmenter le nombre de nos abonnés est plutôt plaisant mais nous savons bien que seules la qualité rédactionnelle, la pertinence et la véracité des informations proposées nous permettront d'élargir ce lectorat. Nous avons même prévu un cadeau du terroir pour le 2000e follower ! Rendez-vous très bientôt sur le site de Sud-ou-Est? pour en savoir plus ! ☜

Photo : Colin Pradier